

Éditorial : on choisit ses amis mais pas ses voisins

Autor(en): **Alliaume, Philippe**

Objektyp: **Preface**

Zeitschrift: **Suisse magazine = Swiss magazine**

Band (Jahr): - **(2013)**

Heft 291-292

PDF erstellt am: **25.06.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

ON CHOISIT SES AMIS MAIS PAS SES VOISINS

L'OCDE, le GAFI et d'autres auront beau faire, la culture suisse et la culture française ne sont pas identiques. Bien sûr il y a de nombreuses similitudes, réelles ou apparentes, mais dès qu'on touche à la conception de l'État et de la sphère privée, les choses divergent assez vite. Et dans d'autres domaines aussi.

Les *grüezi mitenand* qui saluent chaque croisement de randonneurs sur un chemin de montagne sont une sympathique habitude bien loin de l'inattention citadine à ses voisins. C'est en oubliant cette règle que quelques malfrats (dont un récemment échappé du pénitencier d'Orbe) qui s'étaient discrètement réfugiés dans un chalet aux Pacots se sont fait repérer. *Ils étaient bizarres, ils ne disaient jamais bonjour et ne s'excusaient pas*, ce qui n'a pas manqué d'attirer l'attention des voisins.

De même, si le consentement à l'impôt est une valeur fondamentale des sociétés démocratiques, il est en Suisse non pas un concept mais une réalité, dans la mesure où le peuple est amené à voter directement sur le sujet. Ce sera le cas ces jours-ci avec l'augmentation à 100 francs de la vignette autoroutière. Observons que les principaux opposants protestent sur l'usage qui sera fait des fonds ainsi collectés et non sur le principe de payer la taxe. Mais là encore forte exigence de l'égalité devant l'impôt comme semblent le passer sous silence les commentateurs français. Ceux-ci omettent de relever qu'en signant la convention OCDE, la Suisse attend de ses concurrents l'application intégrale de cette transparence tant réclamée.

Espérons que cette guerre économique ne dégénère pas en une guerre tout court, comme semblait le craindre notre armée. La version 2013 de son exercice annuel a consisté à simuler sous le code *Duplex-Barbara* l'intervention d'une province issue de l'éclatement de la France, la *Saônia*, venue récupérer *manu militari* l'argent prétendument volé à la France. En 2012, l'exercice *Stabilo Due* portait sur la gestion d'afflux de réfugiés économiques suite à l'effondrement de l'euro. Pour 2014, on pourrait prévoir sous le nom de code *Touche pas à mon poste* l'ouverture d'un camp de la Croix-Rouge pour anciens

membres du gouvernement français en cours de lynchage par la foule ?

Quoi qu'il en soit, si l'aviation est amenée à intervenir, ce serait plutôt avec des Gripen, n'en déplaise au PDG de Dassault, fort vexé de devoir une fois de plus remballer ses Rafale, et qui a cru bon d'ajouter au sujet de la Suisse « Tant que l'on ne fait pas la guerre, ce n'est pas très grave ». Il est vrai que pour les marchands d'armes français, la neutralité, la paix et les bons offices sont trois fléaux à éradiquer le plus vite possible et la transparence bancaire une entrave aux pratiques commerciales.

Comme le suggérait notre ambassadeur Jean-Jacques de Dardel, il est en effet urgent de se préoccuper de décorer ceux des Suisses ou amis de la Suisse qui contribuent à défendre à l'étranger l'image de la Suisse souvent caricaturée par ceux qui parlent sans chercher à savoir.

Ringier, dont nous vous contons dans ce numéro la saga, fait sans doute partie de ces méritants. Il est certes peu présent dans le monde francophone, si ce n'est notamment au travers du quotidien *Le Temps*. Mais entre le moment où nous avons bouclé l'article et le moment où nous l'imprimons, Ringier et Tamedia ont annoncé leur décision de mettre en vente le journal libéral issu de la fusion du *Nouveau Quotidien*, du *Journal de Genève* et de la *Gazette de Lausanne*.

À suivre donc, excellentes fêtes de fin d'année et à l'année prochaine.

Philippe Alliaume

Philippe ALLIAUME
Rédacteur en chef
redaction@suissemagazine.com